



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 74.984/4
du 22 janvier 2024

advies 74.984/4
van 22 januari 2024

sur

over

un projet d'arrêté royal 'fixant
la méthodologie de calcul des
éléments de la compensation
minimale des livreurs de colis'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'betreffende de
berekenningsmethode van de
elementen van de
minimumvergoeding voor
pakjesbezorgers'

Le 28 novembre 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques, des Télécommunications et de la Poste à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé de trente jours *, sur un projet d'arrêté royal 'fixant la méthodologie de calcul des éléments de la compensation minimale des livreurs de colis'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 22 janvier 2024. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Luc CAMBIER et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Marianne DONY, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Julien GAUL, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 22 janvier 2024.

* Par courriel du 28 novembre 2023.

*

Op 28 november 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Ambtenarenzaken, Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd met dertig dagen*, een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de berekeningsmethode van de elementen van de minimumvergoeding voor pakjesbezorgers'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 22 januari 2024. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Marianne DONY, assessoren, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Julien GAUL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 22 januari 2024.

* Bij e-mail van 28 november 2023.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. L'article 10/1 de la loi du 26 janvier 2018 'relative aux services postaux', tel qu'inséré par la loi du 17 décembre 2023 'portant des dispositions diverses en vue d'améliorer les conditions de travail des livreurs de colis postaux', énonce :

« § 1^{er}. Il est interdit à tout prestataire de services postaux d'offrir, de fournir ou de faire fournir des services postaux consistant en la distribution de colis en Belgique contre une compensation inférieure à la 'compensation minimale', fixée selon les modalités prévues à l'alinéa 2.

La compensation minimale doit inclure notamment :

1° le salaire horaire minimum indexé sans prime d'ancienneté applicable à la classe d'emploi R1 de la classification des salaires et des emplois du personnel de conduite, telle que déterminée par la convention collective sectorielle et applicable aux employeurs et aux salariés de la sous-commission paritaire 140.03 du transport routier et de la logistique pour compte de tiers, augmenté des charges patronales ;

2° les frais de transport : en fonction du mode de transport utilisé :

- a) prestataire à bicyclette ;
- b) prestataire en véhicule motorisé ;

3° les autres couts incluent entre autres :

- a) les couts administratifs et fiscaux ;
- b) les couts en matière d'assurances.

Le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres complète cette liste par d'autres éléments et est habilité à fixer la méthodologie de calcul des éléments fixés par le présent article ou en vertu de celui-ci.

§ 2. Les infractions aux dispositions de cet article et ses arrêtés d'exécution sont recherchées, constatées et sanctionnées conformément au livre XV du Code de droit économique ».

Le projet à l'examen appelle les observations suivantes au regard de cette disposition.

2. L'article 2 du projet énonce :

« La compensation minimale pour les prestataires à bicyclette s'applique aux prestataires qui utilisent un moyen de transport ou de livraison qui ne nécessite pas de permis de conduire ou qui requiert un permis de conduire de catégorie AM, A, A1 ou A2.

La compensation minimale des prestataires en véhicule motorisé s'applique aux prestataires qui utilisent un moyen de transport qui nécessite un permis de conduire de catégorie B ou supérieure ».

Il résulte de l'article 10/1, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, de la loi du 26 janvier 2018 que le législateur a distingué, en ce qui concerne les frais de transport à prendre en considération dans le cadre du calcul de la compensation minimale, deux catégories de prestataires en fonction du mode de transport utilisé, à savoir le prestataire à bicyclette et le prestataire en véhicule motorisé.

L'article 2 du projet, lu conjointement avec son article 3, §§ 2 et 3, n'est dès lors pas admissible en ce qu'il dénature la distinction opérée par le législateur à l'article 10/1, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, de la loi du 26 janvier 2018 en assimilant les prestataires en véhicule motorisé qui ne nécessite pas de permis de conduire ou qui requiert un permis de conduire de catégorie AM, A, A1 ou A2, aux prestataires à bicyclette.

L'article 2 sera revu à la lumière de cette observation.

3. La rédaction de l'article 3, §§ 2 et 3, sera, par souci de clarté, revue en manière telle que les catégories de couts qu'elle énumère correspondent aux (sous-)catégories de couts composant la compensation minimale qui sont énumérées à l'article 10/1, § 1^{er}, de la loi du 26 janvier 2018.

Cette dernière disposition distingue en effet les « frais de transport » (10/1, § 1^{er}, alinéa 2, 2°) des « autres couts » (10/1, § 1^{er}, alinéa 2, 3°), lesquels comprennent, entre autres, les « couts administratifs et fiscaux » et les « couts en matière d'assurances », tandis que le projet apparaît regrouper l'ensemble de ces couts sous les termes de « frais de transport »¹, ce qui ne contribue pas à la bonne compréhension du dispositif en projet au regard des catégories fixées par la loi.

Il convient en outre de préciser les différentes catégories de frais composant la compensation minimale. La question se pose par exemple de savoir ce qu'il faut entendre par « assurance » (cela inclut-il d'autres types d'assurances que l'assurance responsabilité civile, comme l'assurance « omnium » ?), par « taxe de circulation » (s'agit-il uniquement de la taxe annuelle de circulation ou également de la taxe de mise en circulation ?) ou encore par « frais généraux ».

¹ Il existe d'ailleurs une discordance entre la version française de l'article 3, § 2, qui se réfère aux frais de transport « visés à l'article 10/1, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, a) de la loi » et la version néerlandaise qui vise les « vervoerkosten van een dienstverlener met een fiets, bedoeld in artikel 10/1, § 1, tweede lid, 2°, a) en 3° van de wet ». La même observation vaut *mutatis mutandis* pour l'article 3, § 3, du projet.

À titre d'illustration du manque de clarté de ces catégories, une comparaison entre les paragraphes 2 et 3 de l'article 3 pourrait laisser entendre qu'il ne peut être tenu compte du cout des pneus dans le cadre du calcul des frais de transport des prestataires à bicyclette dès lors que le cout des pneus n'est pas mentionné au paragraphe 2 alors qu'il l'est expressément au paragraphe 3. La déléguée de la Ministre a toutefois expliqué que les couts d'entretien des prestataires à bicyclette comprenaient les pièces de rechange, en ce compris le cout des pneus.

L'article 3, §§ 2 et 3, sera revu à la lumière de cette observation.

4. Le projet se limite à fixer les éléments qui composent la compensation minimale visée à l'article 10/1 de la loi du 26 janvier 2018 mais n'établit pas la méthodologie de calcul permettant au ministre de déterminer la valeur numérique de chacun de ces éléments ni la méthode de calcul du montant de la compensation minimale sur la base de ces éléments ².

L'article 4 du projet dispose à cet égard :

« Via son site internet, le SPF Économie publie le montant de la compensation minimale et met à disposition de toutes les entreprises une note explicative de la méthode de calcul de la compensation minimale ».

Comme l'a expliqué la déléguée de la Ministre, cette disposition doit être entendue en ce sens qu'elle confie au SPF Économie le pouvoir réglementaire de déterminer la méthodologie de calcul de la compensation minimale.

S'agissant des délégations de pouvoirs réglementaires à l'administration, il convient de rappeler qu'il n'est en principe pas admissible que les agents d'une administration soient investis de compétences de nature réglementaire. Une subdélégation à de telles autorités n'est exceptionnellement concevable que si elle concerne la détermination de mesures de pure administration ou de nature essentiellement technique.

La délégation contenue à l'article 4 du projet ne satisfait pas à ces conditions et n'est dès lors pas admissible.

Il y a donc lieu de déterminer, dans le projet, la méthode de calcul de la compensation minimale et des différents éléments qui la composent ou de déléguer cette compétence au ministre.

Il sera en outre veillé à ce que le montant de la compensation minimale soit publié au *Moniteur belge*, ce qui n'empêche pas que le montant en question soit également publié sur le site du SPF Économie.

Le projet sera revu à la lumière de cette observation.

² La section de législation s'interroge par exemple sur la manière de calculer le « nombre de kilomètres parcourus » et le « nombre d'heures prestées » dont la compensation minimale « tient compte » conformément à l'article 3, § 1^{er}, du projet.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

À l'alinéa 1^{er}, il sera précisé que l'article 10/1, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 26 janvier 2018 a été « inséré par la loi du 17 décembre 2023 ».

DISPOSITIF

Article 3

1. Au paragraphe 4, il n'y a pas lieu de préciser que le ministre fixe « par arrêté publié au *Moniteur belge* » la valeur numérique des éléments mentionnés dans la disposition examinée dès lors que pareille exigence découle de l'article 6 de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires' lu conjointement avec l'article 56, § 1^{er}, des lois 'sur l'emploi des langues en matière administrative', coordonnées le 18 juillet 1966.

2. Dans la version française du paragraphe 6, alinéa 2, a), il sera renvoyé à l'arrêté ministériel visé au paragraphe 4.

3. Comme l'a précisé la déléguée du Ministre, l'intention est de prévoir que le ministre peut anticiper – et non pas reporter – l'indexation des valeurs numériques des couts énumérés aux paragraphes 2 et 3.

L'article 3, § 6, alinéa 3, sera clarifié en conséquence, si telle est l'intention de l'auteur du projet.

Article 5

1. Les paragraphes 1^{er}, alinéa 2, et 2 confient au SPF Économie le pouvoir de rédiger un formulaire d'enquête, lequel doit « au moins » demander les éléments énumérés à l'article 3 du projet, ainsi que la compétence de déterminer les « modalités » de participation des entreprises du secteur aux enquêtes menées par le SPF Économie.

Comme cela a été rappelé dans les observations générales, des délégations de pouvoir réglementaire à l'administration ne sont en principe pas admissibles, sauf s'il s'agit de lui permettre de déterminer des mesures de pure administration ou de nature essentiellement technique.

Des délégations du pouvoir d'établir des formulaires peuvent être admises dans la mesure où ceux-ci se contentent d'opérer une mise en forme des conditions légales et réglementaires applicables. Tel n'est pas le cas en l'espèce dès lors que le SPF Économie dispose de la faculté d'imposer la récolte de données complémentaires à celles figurant à l'article 3 du projet. Sauf à pouvoir démontrer que la détermination de ces données complémentaires constitue une mesure de pure administration ou de nature essentiellement technique et, si cette démonstration ne peut être faite, à omettre les mots « au moins » de la disposition examinée, c'est au ministre que la compétence d'établir le formulaire en cause doit être attribuée.

De même, sauf à démontrer que le pouvoir de déterminer les « modalités » de participation aux enquêtes auxquelles doivent répondre les entreprises constitue une mesure de pure administration ou de nature essentiellement technique, c'est le ministre qui doit être habilité à fixer ces modalités en lieu et place du SPF Économie.

Les paragraphes 1^{er}, alinéa 2, et 2 seront revus à la lumière de cette observation.

2. Comme l'a expliqué la déléguée du Ministre, le paragraphe 3 ne vise que l'administration fédérale. Le dispositif comportera cette précision.

Par ailleurs, la question se pose de savoir ce que l'auteur du projet entend par un organisme d'intérêt public « subordonné à une telle administration ». La section de législation n'aperçoit pas la portée concrète que revêtent ces termes. L'auteur du projet clarifiera son intention sur ce point.

Article 6

L'article 10/1 de la loi du 26 janvier 2018 a été inséré par l'article 14 de la loi du 17 décembre 2023.

L'article 22, § 8, de la loi du 17 décembre 2023 énonce :

« L'article 14 entre en vigueur le premier jour du neuvième mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour après sa publication au *Moniteur belge*.

Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er} ».

La loi du 17 décembre 2023 a été publiée au *Moniteur belge* le 28 décembre 2023.

L'article 14 de la loi du 17 décembre 2023 entrera dès lors en vigueur le 1^{er} octobre 2024, sauf si le Roi fixe une date d'entrée en vigueur antérieure.

L'article 6 du projet prévoit cependant que ce dernier entre en vigueur le 1^{er} juillet 2024.

Interrogée sur ce point, la déléguée du Ministre a expliqué ce qui suit :

« L'article sera complété pour avancer l'entrée en vigueur de l'article 14 de la loi au 01/07, conformément à l'article 22, § 8 ».

L'article 6 sera complété en conséquence, ainsi que l'alinéa 1^{er} du préambule.

*

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Artikel 10/1 van de wet van 26 januari 2018 ‘betreffende de postdiensten’, zoals ingevoegd bij de wet van 17 december 2023 ‘houdende diverse bepalingen met het oog op het verbeteren van de werkomstandigheden van de postpakketbezorgers’, luidt als volgt:

“§ 1. Het is elke aanbieder van postdiensten verboden om postdiensten te verstrekken of te doen verstrekken die inhouden dat pakjes in België worden geleverd tegen een vergoeding die lager is dan de ‘minimumvergoeding’, vastgesteld volgens de regels bepaald in het tweede lid.

De minimumvergoeding moet met name het volgende omvatten:

1° het minimale geïndexeerde uurloon zonder anciënniteitspremie van toepassing op de werknemersklasse R1 van de loon- en functieclassificatie van het rijdend personeel, zoals bepaald door de sectorale collectieve arbeidsovereenkomsten en van toepassing op werkgevers en werknemers van het paritair subcomité 140.03 voor het wegvervoer en de logistiek voor rekening van derden, vermeerderd met de werkgeverslasten;

2° de vervoerkosten: naargelang het gebruikte vervoermiddel:

- a) dienstverlener met een fiets;
- b) dienstverlener met een gemotoriseerd voertuig;

3° de andere kosten omvatten onder andere:

- a) de administratieve en fiscale kosten;
- b) de kosten van verzekeringen.

De Koning vult, bij een (...) besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, deze lijst aan met andere elementen en is bevoegd de berekeningsmethode van de door of krachtens dit artikel vastgestelde elementen te bepalen.

§ 2. De inbreuken op de bepalingen van dit artikel en zijn uitvoeringsbesluiten worden opgespoord, vastgesteld en bestraft overeenkomstig boek XV van het Wetboek van economisch recht.”

Ten aanzien van die bepaling geeft het voorliggende ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

2. Artikel 2 van het ontwerp luidt als volgt:

“De minimumvergoeding voor dienstverleners met een fiets geldt voor dienstverleners die gebruik maken van een vervoermiddel of bezorgmiddel waarvoor geen rijbewijs nodig is of waarvoor een rijbewijs van categorie AM, A, A1 of A2 vereist is.

De minimumvergoeding voor dienstverleners met een gemotoriseerd voertuig geldt voor dienstverleners die gebruik maken van een vervoermiddel waarvoor een rijbewijs van categorie B of hoger vereist is.”

Uit artikel 10/1, § 1, tweede lid, 2°, van de wet van 26 januari 2018 blijkt dat, wat betreft de vervoerkosten die bij de berekening van de minimumvergoeding in aanmerking moeten worden genomen, de wetgever naargelang het gebruikte vervoermiddel een onderscheid heeft gemaakt tussen twee categorieën van dienstverleners, namelijk de dienstverlener met een fiets en de dienstverlener met een gemotoriseerd voertuig.

Artikel 2 van het ontwerp, gelezen in samenhang met artikel 3, §§ 2 en 3, kan dan ook niet worden aanvaard. Het doet namelijk afbreuk aan het onderscheid dat de wetgever in artikel 10/1, § 1, tweede lid, 2°, van de wet van 26 januari 2018 maakt, doordat het dienstverleners met een gemotoriseerd voertuig waarvoor geen rijbewijs nodig is of waarvoor een rijbewijs van categorie AM, A, A1 of A2 vereist is, gelijk te stellen aan dienstverleners met een fiets.

Artikel 2 moet in het licht van deze opmerking worden herzien.

3. Ter wille van de duidelijkheid moet de redactie van artikel 3, §§ 2 en 3, worden herzien zodat de daarin opgesomde categorieën van kosten overeenstemmen met de (sub)categorieën van kosten, opgesomd in artikel 10/1, § 1, van de wet van 26 januari 2018, die de minimumvergoeding uitmaken.

Die laatste bepaling maakt immers een onderscheid tussen de “vervoerkosten” (artikel 10/1, § 1, tweede lid, 2°) en de “andere kosten”, die onder meer de “administratieve en fiscale kosten” en de “kosten van verzekeringen” omvatten (artikel 10/1, § 1, tweede lid, 3°), terwijl het ontwerp al die kosten onder de noemer “vervoerkosten” lijkt te verenigen.¹ Ten aanzien van de categorieën die in de wet worden bepaald, draagt dat niet bij tot een goed begrip van het ontworpen dispositief.

Voorts dient te worden verduidelijkt uit welke verschillende categorieën van kosten de minimumvergoeding bestaat. De vraag rijst bijvoorbeeld wat moet worden verstaan onder “verzekering” (omvat dit begrip naast de verzekering burgerrechtelijke aansprakelijkheid ook andere soorten verzekeringen, zoals de “omniumverzekering”?), onder “verkeersbelasting” (gaat het enkel om de jaarlijkse verkeersbelasting of ook om de belasting op de inverterstelling?) of nog onder “algemene kosten”.

¹ De Franse tekst van artikel 3, § 2, waarin wordt verwezen naar de vervoerkosten “visés à l’article 10/1, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, a) de la loi”, stemt overigens niet overeen met de Nederlandse tekst, waarin sprake is van de “vervoerkosten van een dienstverlener met een fiets, bedoeld in artikel 10/1, § 1, tweede lid, 2°, a) en 3° van de wet”. Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor artikel 3, § 3, van het ontwerp.

Een vergelijking tussen de paragrafen 2 en 3 van artikel 3 illustreert hoe onduidelijk die categorieën zijn. Men kan namelijk de indruk krijgen dat bij de berekening van de vervoerkosten van de dienstverleners met een fiets geen rekening kan worden gehouden met de bandenkosten, aangezien die niet in paragraaf 2 maar wel uitdrukkelijk in paragraaf 3 worden vermeld. De gemachtigde van de minister heeft evenwel uitgelegd dat kosten van reserveonderdelen, waaronder ook bandenkosten, deel uitmaken van de onderhoudskosten van de dienstverleners met een fiets.

Artikel 3, §§ 2 en 3, moet in het licht van deze opmerking worden herzien.

4. Het ontwerp beperkt zich ertoe te bepalen uit welke elementen de minimumvergoeding bestaat, bedoeld in artikel 10/1 van de wet van 26 januari 2018, maar het stelt noch een berekeningsmethode vast waarmee de minister de numerieke waarde van elk van die elementen kan bepalen, noch een methode waarmee op basis van die elementen het bedrag van de minimumvergoeding wordt berekend.²

Artikel 4 van het ontwerp bepaalt in dat verband het volgende:

“Via zijn website, publiceert de FOD Economie het bedrag van de minimumvergoeding en stelt alle ondernemingen een toelichtingsnota van de methode waarmee de minimumvergoeding berekend wordt ter beschikking.”

Zoals de gemachtigde van de minister heeft uitgelegd, moet die bepaling zo worden opgevat dat ze de FOD Economie verordenende bevoegdheid verleent om de berekeningsmethode van de minimumvergoeding te bepalen.

Wat de delegatie van verordenende bevoegdheden aan de administratie betreft, dient eraan te worden herinnerd dat in principe niet kan worden aanvaard dat ambtenaren van een administratie verordenende bevoegdheden krijgen. Een subdelegatie aan die overheden is alleen bij uitzondering toegestaan als ze betrekking heeft op het vaststellen van zuiver bestuurlijke of in hoofdzaak technische maatregelen.

De in artikel 4 van het ontwerp vervatte delegatie voldoet niet aan die voorwaarden en kan bijgevolg niet worden aanvaard.

De berekeningsmethode van de minimumvergoeding en van de verschillende elementen waaruit die vergoeding bestaat, moet dus worden bepaald in het ontwerp, ofwel moet die bevoegdheid worden gedelegeerd aan de minister.

Voorts moet erop worden toegezien dat het bedrag van de minimumvergoeding wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, wat niet verhindert dat het eveneens op de website van de FOD Economie wordt bekendgemaakt.

Het ontwerp moet in het licht van deze opmerking worden herzien.

² De afdeling Wetgeving vraagt zich bijvoorbeeld af hoe het “aantal gereden kilometers” en het “aantal gepresteerde uren” waarmee de minimumvergoeding overeenkomstig artikel 3, § 1, van het ontwerp “rekening [houdt]”, worden berekend.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

In het eerste lid moet nader worden bepaald dat artikel 10/1, § 1, derde lid, van de wet van 26 januari 2018 is “ingevoegd bij de wet van 17 december 2023”.

DISPOSITIEF

Artikel 3

1. In paragraaf 4 moet niet worden vermeld dat de minister “bij in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt besluit” de numerieke waarde vaststelt van de elementen waarvan de voorliggende bepaling melding maakt, aangezien een dergelijke verplichting voortvloeit uit artikel 6 van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’, gelezen in samenhang met artikel 56, § 1, van de wetten ‘op het gebruik van de talen in bestuurszaken’, gecoördineerd op 18 juli 1966.

2. In de Franse tekst van paragraaf 6, tweede lid, a), moet worden verwezen naar het ministerieel besluit bedoeld in paragraaf 4.

3. Zoals de gemachtigde van de minister heeft gesteld, is het de bedoeling te bepalen dat de minister de indexatie van de numerieke waarde van de kosten die in de paragrafen 2 en 3 worden opgesomd, kan vervroegen maar niet uitstellen.

Indien dat inderdaad de bedoeling is van de steller van het ontwerp, moet artikel 3, § 6, derde lid, dienovereenkomstig worden verduidelijkt.

Artikel 5

1. Bij de paragrafen 1, tweede lid, en 2 wordt aan de FOD Economie de bevoegdheid verleend een onderzoekformulier op te stellen dat “minstens” de elementen bevat die in artikel 3 van het ontwerp worden opgesomd, alsook de bevoegdheid om de “modaliteiten” vast te stellen voor deelname van de ondernemingen uit de sector aan de onderzoeken die de FOD Economie voert.

Zoals reeds in de algemene opmerkingen is opgemerkt, kunnen delegaties van verordenende bevoegdheid aan de administratie in principe niet worden aanvaard, behalve als ze inhouden dat de administratie zuiver bestuurlijke of in hoofdzaak technische maatregelen kan vaststellen.

Delegaties van de bevoegdheid om formulieren op te stellen kunnen worden aanvaard in zoverre ze de toepasselijke wettelijke en reglementaire voorwaarden alleen maar formaliseren. Dat is *in casu* niet het geval, aangezien de FOD Economie over de mogelijkheid beschikt voor te schrijven dat gegevens worden verzameld ter aanvulling van die welke in artikel 3 van het ontwerp worden vermeld. Als men niet kan aantonen dat het bepalen van die aanvullende gegevens een zuiver bestuurlijke of in hoofdzaak technische maatregel is, en als men, ingeval dit niet kan worden aangetoond, het woord “minstens” niet weglaat uit de voorliggende bepaling, hoort de bevoegdheid om het formulier in kwestie op te stellen, te worden verleend aan de minister.

Tenzij wordt aangetoond dat de bevoegdheid om de “modaliteiten” vast te stellen voor deelname aan de onderzoeken waaraan de ondernemingen moeten deelnemen, een zuiver bestuurlijke of in hoofdzaak technische maatregel is, hoort de minister, en niet de FOD Economie, ertoe te worden gemachtigd die modaliteiten te bepalen.

De paragrafen 1, tweede lid, en 2 moeten in het licht van deze opmerking worden herzien.

2. Zoals de gemachtigde van de minister heeft uitgelegd, heeft paragraaf 3 enkel betrekking op de federale overheid. Die precisering moet in het dispositief staan.

Voorts rijst de vraag wat de steller van het ontwerp bedoelt met een organisme van openbaar nut “onderworpen aan een dergelijke administratie”. De afdeling Wetgeving begrijpt de concrete strekking van die woorden niet. De steller van het ontwerp moet zijn bedoeling dienaangaande verduidelijken.

Artikel 6

Artikel 10/1 van de wet van 26 januari 2018 is ingevoegd bij artikel 14 van de wet van 17 december 2023.

Artikel 22, § 8, van de wet van 17 december 2023 luidt als volgt:

“Artikel 14 treedt in werking op de eerste dag van de negende maand na afloop van een termijn van tien dagen te rekenen van de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.”

De Koning kan een datum van inwerkingtreding bepalen voorafgaand aan de datum vermeld in het eerste lid.”

De wet van 17 december 2023 is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 28 december 2023.

Artikel 14 van de wet van 17 december 2023 zal bijgevolg op 1 oktober 2024 in werking treden, tenzij de Koning een eerdere datum van inwerkingtreding bepaalt.

Het ontwerp treedt luidens zijn artikel 6 evenwel op 1 juli 2024 in werking.

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister de volgende toelichting gegeven:

“L'article sera complété pour avancer l'entrée en vigueur de l'article 14 de la loi au 01/07, conformément à l'article 22, § 8.”

Artikel 6 moet dienovereenkomstig worden aangevuld, en zo ook het eerste lid van de aanhef.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Bernard BLERO